

Jérôme TOURNADRE-PLANCQ
jerometournadre@club-internet.fr

*Au-delà de la gauche et de la droite, une troisième voie ?
Histoire sociale, politique et intellectuelle du « nouveau progressisme »
britannique (de 1994 à nos jours)*

Thèse soutenue à l'Université de Paris I, le 7 décembre 2005
Sous la direction de Madame la Professeure Evelyne PISIER

MEMBRES DU JURY : Monsieur Laurent BOUVET (Professeur à l'Université de Nice), Monsieur Jean-Claude COLLIARD (Professeur à l'Université de Paris I), Monsieur Gérard GRUNBERG (Directeur de recherche, Centre de recherches politiques de Sciences Po), Madame Armelle LE BRAS-CHOPARD (Professeure à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines), Madame Evelyne PISIER (Professeure à l'Université de Paris I).

Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité,
proposition pour un prix de thèse et pour une subvention en vue de la publication.

Ce travail de recherche se propose d'établir une histoire sociale, politique et intellectuelle de la Troisième Voie, projet politique élaboré à partir du début des années 1990 au sein des gauches intellectuelle et politique britanniques. Mêlant l'histoire des idées politiques à certains éléments issus de la sociologie politique, cette thèse entend se livrer tant à une lecture interne du *corpus* théorique de ce « nouveau progressisme » qu'à l'analyse de ses modes et mécanismes de production. Il s'agit ainsi de restituer les catégories de perception et de compréhension des textes composant ce *corpus* en les replaçant dans leur « contexte de significations ». La « Troisième Voie » est donc ici appréhendée en tant que produit d'un « espace de théorisation ».

La première partie de notre travail est consacrée à l'analyse de cet espace de théorisation. La constitution de cet espace de réflexion, entièrement voué à l'élaboration du projet politique de la gauche britannique de gouvernement, rend compte de la stratégie des « modernisateurs » travaillistes. Constatant que l'hégémonie politique du système d'action thatchérien s'est en grande partie construite sur une domination néo-libérale du marché des idées et, par là même, du débat public, les néo-travaillistes affirment que le succès de leur entreprise de conquête du pouvoir implique de remporter « la bataille des idées ». Cette intuition les conduit, dès le début des années 1990, à mobiliser le courant « progressiste » du

« monde des idées » (universitaires, chercheurs, intellectuels divers, *think tanks*, revues, etc.), et à lui assigner pour tâche de produire une doctrine dépassant les clivages politiques « traditionnels ». Cette *externalisation* d'une partie de la refondation programmatique du Parti travailliste donne naissance à ce que nous analysons comme étant l'« espace de théorisation de la Troisième Voie ». Tracée à grands traits, sa représentation graphique révélerait un tissu de relations formelles et informelles, parcouru d'entrepreneurs d'idées divers et de multiples lieux de recherche, d'échange et de sociabilité, l'ensemble « faisant système » autour de la théorisation de ce « nouveau progressisme » que prétend être la Troisième Voie. Son usage unique (« penser la Troisième Voie ») ne se traduit cependant pas par une neutralisation des antagonismes. Cet espace est en effet marqué par des phénomènes de différenciation et de concurrence entre les individus et institutions qui y évoluent. Cet état de fait autorise ainsi à remettre en cause la représentation d'une Troisième Voie totalement homogène. Il permet également de douter de la trop évidente mise en adéquation de la Troisième Voie et du néo-travaillisme, voire de la Troisième Voie et d'un éventuel « blairisme ». En posant que la Troisième Voie est le produit de cet espace de théorisation, nous entendons au contraire démontrer que celle-ci s'apparente à une sorte d'« agenda maximal » duquel peuvent être extraits les éléments théoriques nécessaires à la constitution du « nouveau travaillisme », ce dernier étant entendu comme l'idéologie et la pratique propres au courant « modernisateur » du *Labour*.

Dans la deuxième partie, nous nous intéressons à ce qui est donné à voir par certains entrepreneurs de la Troisième Voie comme le récit légitimant l'énonciation de ce « nouveau progressisme ». Divers penseurs, comme les sociologues Anthony Giddens ou Ulrich Beck, « constatent » ainsi le passage d'une « modernité simple » à une « modernité radicalisée », passage censé rendre inopérantes les catégories de pensée et de compréhension du monde jusqu'alors en vigueur. Plus précisément, c'est la transition d'une société industrielle, marquée par le fordisme, à une « société du risque » (U. Beck) portée par la globalisation et l'évolution technico-économique, qui met en forme ce « récit ». Cette évolution engendrerait un ordre social désormais sans repères, ne pouvant, de ce fait, s'en remettre à une quelconque expérience acquise. L'entrée dans la « société du risque » rend ainsi compte de l'émergence d'un « nouvel individualisme » et d'un « nouveau capitalisme », dont les définitions

révèlent, par ailleurs, l'existence de lignes de fracture au sein de l'espace de théorisation. Ce « nouvel individualisme » s'accompagne cependant d'un phénomène d'interdépendance croissante des individus ; un phénomène que résumerait notamment l'émergence d'un « ordre global cosmopolite », à l'origine d'une reconfiguration des relations internationales. L'ordre social ainsi « décrit » est, enfin, traversé de nouvelles incertitudes, produits directs d'une nouvelle catégorie de risques : les « risques fabriqués ». Ces derniers confortent la représentation d'une société industrielle atteignant ses limites. Ils soulignent également l'échec du projet des Lumières : de manière paradoxale, le progrès et l'emprise que l'Homme exerce sur son environnement engage en effet le « monde dans une fuite permanente » (A. Giddens).

Enfin, si elle se veut « philosophie politique globale » (A. Giddens), c'est essentiellement dans le *social* que se déploie la Troisième Voie. Les différentes conclusions auxquelles aboutissent les entrepreneurs de la Troisième Voie à l'issue de leur analyse de la société contemporaine (émergences du « nouvel individualisme » et du « risque fabriqué », processus multiforme de la globalisation du monde, etc.) les conduisent ainsi à reformuler la question sociale. Cette entreprise passe tout d'abord par l'imposition d'une nouvelle définition de l'égalité. L'enjeu est en effet, aux yeux des *thirdwayers*, d'intégrer dans l'effort de codification de ce marqueur « de gauche » certains faits sociaux contemporains : l'individualisation du social, ou encore, l'« essentielle » mise en abîme de l'*économique* dans le *social*. Les partisans de la Troisième Voie en viennent ainsi à contester la pertinence d'une « classique » égalité de résultats et de ce qu'elle induit en matière de redistribution fiscale, et à façonner une nouvelle forme d'égalité des chances : l'« égalité réelle des chances ». Cette dernière est dès lors donnée à voir comme le moyen le plus sûr d'éradiquer les inégalités « à leur racine ». En outre, l'égalité réelle des chances doit conduire, selon ses partisans, à ce qui constituerait l'essence même de la justice sociale : l'appartenance au *tout* social, c'est-à-dire la reconnaissance de l'égale valeur de chacun en tant que citoyen. La réflexion autour de cette égalité de statut dessine les contours de la « société bonne » selon les *thirdwayers* : une société cohésive et méritocratique. Elle sous-tend également une immixtion de la morale dans le social en ce qu'elle en vient à définir *ce que doit être* le citoyen : un individu assumant de manière « active » ses devoirs et responsabilités envers la société, notamment au

travers de cette « contribution productive » à la communauté que constituerait l'occupation d'une activité salariée. Ce positionnement des *thirdwayers*, s'il n'est pas sans lien avec un « réformisme moral » récurrent dans l'histoire de la pensée progressiste britannique, peut également être appréhendé comme le signe d'un ajustement à la moralisation du débat public à partir du début des années 1990. On ajoutera également que l'idéal que constituerait la « société cohésive » fait, fort logiquement, de l'exclusion *le* problème social, et tend dès lors à « amoindrir » la question sociale.

Les entrepreneurs de la Troisième Voie en viennent enfin à repenser les limites du *Welfare*. On assiste plus exactement, au sein de l'espace de théorisation, à une révision de la « classique » distinction entre initiative publique et initiative privée. Opérée au nom du « pragmatisme » ou du « civisme », cette réflexion conduit, entre autres, à la reconversion de certains pans de l'histoire de la pensée progressiste, et notamment à un appel au mutualisme hérité des sociétés ouvrières d'entraide du XIX^e siècle. La Troisième Voie prétend alors à une « redécouverte » de la société civile, et à l'« indispensable » assimilation d'une « culture entrepreneuriale » par l'État.